

vent l'Ontario et le Québec qui se lamentent de ployer sous le fardeau des subventions offertes aux provinces atlantiques.

Je parle sérieusement car il s'agit de fonds publics et j'espère pouvoir exprimer de façon ordonnée ce que j'ai à dire ce soir. Depuis deux ans, je réclame une étude de faisabilité. Votre Honneur sait combien j'y tiens. Dieu sait si j'ai rêvé pendant 20 ans de ma vie brève, à voir domestiquer ces marées et je n'aurai de cesse que je n'y sois arrivé. Je voudrais lire un court paragraphe de la page 14 du rapport:

Aux États-Unis, les six États de la Nouvelle-Angleterre avaient pour 1965 des besoins globaux de 41,782 millions de kWh d'énergie, avec une demande de pointe de 8,586 mW. On prévoit que la demande atteindra 111,000 millions de kWh et plus de 22,000 mW d'ici 1980, et 210,000 millions de kWh et 41,000 mW en 1990.

Ces prévisions indiquent les augmentations énormes de puissance génératrice qu'il faudra planifier dans le Nord-Est du continent. Il est clair également que ce volume de la demande assure un débouché pour de grandes quantités d'énergie provenant de centrales électriques de la plus grande importance concevable.

En ce monde, il n'y a qu'une seule source d'énergie qui soit en mesure de répondre à ce genre de besoins, et il se trouve que nous l'avons à notre disposition au Canada, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Il me semble que le gouvernement ait suivi une politique à courte vue qui a quelque chose de choquant, lorsqu'il a décidé de ne pas procéder à la mise en valeur des ressources énormes en énergie marémotrice dont nous disposons virtuellement dans la baie de Fundy et dans le bassin des Mines. Pendant plus de deux ans, nous avons attendu impatiemment ce rapport. Nous nous sommes fait du mauvais sang au sujet de la santé économique de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. Nous nous inquiétons de l'avenir de ces provinces et ce n'est pas sans préoccupation que nous voyons des gens continuer à lancer d'un air factice et excédé: «Oh, que diable, il ne s'agit que des Maritimes; donnez-leur quelques dollars pour qu'elles nous laissent en paix!»

Une voix: On dit la même chose pour l'Ouest.

● (9.10 p.m.)

M. Forrestall: Oui, mais que ferions-nous sans le blé de l'Ouest du Canada? Il est temps que nous nous rendions compte qu'un pays comme le nôtre demande à chacun d'entre nous d'y mettre le prix. Dans les Maritimes, personne ne s'est plaint de l'aménagement de la voie maritime du Saint-Laurent, et nous avons publié peu d'éditoriaux sur le sujet. Il y a quelques années à peine, j'ai dit à la Chambre qu'il était bon que nous ayons aménagé la

voie maritime du Saint-Laurent—et je viens du port d'Halifax. Je disais donc que l'important est l'expansion du pays et l'unité nationale, et non pas des vues étroites et la crainte de dépenser quelques dollars en mises de fonds. Les immobilisations en soi ne signifient plus rien pour l'essor d'un pays comme le Canada. Le coût de l'argent constitue alors un élément essentiel et j'espère que mes propos seront réglementaires si j'en parle.

Nous avons tous suivi la parution de ces rapports, nous nous sommes intéressés aux études qui ont été faites et nous sommes au courant des ramifications et des complexités d'un projet de cette ampleur. Nous savons que le projet représente littéralement un milliard de dollars. Le rapport laisse entendre que le coût optimal sera de 700 millions de dollars. Que coûtera l'aéroport de Québec? Quels avantages procurera à la ville de Montréal et aux environs, sur le plan social, culturel et industriel, l'aéroport qu'on construira au nord-est de la ville? C'est une goutte d'eau dans la mer. A mon avis, pour nous, des provinces de l'Atlantique, ce projet serait le salut de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard, dans le cadre de la Confédération, et je ne le dis pas à la légère, ni imprudemment.

On a renoncé au projet, car, comme le rapport l'indique, le coût de l'argent serait trop élevé; mais c'est là une décision imprévoyante. Comme le dit le rapport, le coût du kilowatt-heure est trop élevé pour l'industrie. Nous ne l'oublions pas. Nous savons que l'industrie doit disposer d'énergie pour soutenir la concurrence des autres secteurs industriels. Nous ne pouvons utiliser une énergie qui coûtera un ou deux millièmes de plus que celle des centrales thermiques ou d'ailleurs.

Ce dont nous parlons, c'est le prix dont il faut payer le fait d'être Canadien et je tiens à le payer—je ne sais si les autres députés veulent en faire autant. J'étais prêt à le payer lorsqu'il s'est agi de la voie maritime du Saint-Laurent. Maintenant, je demande au reste du Canada de reconsidérer tout au moins la décision prise par le gouvernement de renoncer à l'exploitation de cette source d'énergie.

Je le répète, c'est une conclusion à courte vue, une des plus bornées qui soient, car elle néglige trois éléments importants. Le premier, c'est que l'énergie marémotrice pourra être utilisée sans entraîner de pollution, et cela pour un prix fixe et constant une fois le premier investissement assuré. Cette énergie ne présente aucun danger de pollution et le coût de son exploitation serait stable. Aucune autre forme d'énergie électrique ne donne ces garanties. L'énergie marémotrice nous les fournit parce qu'elle est constante, renouvelable et qu'on peut l'utiliser quatre fois par jour.